

#SciencesPorcs : contre les violences sexistes et sexuelles, il faut des actions fortes !

Depuis plusieurs jours, des témoignages affluent sur les réseaux sociaux pour dénoncer des agressions sexuelles et des propos sexistes, insultants et dégradants au sein des Instituts d'Etudes Politiques. L'UNEF dénonce ces comportements dans nos lieux de formation depuis des années avec les collectifs féministes des établissements, pourtant rien ne bouge. Nous réaffirmons notre soutien indéfectible à toutes les victimes. Nous vous croyons, vous n'êtes pas seules, nous vous soutenons !

La honte doit changer de camp !

Beaucoup de témoignages révèlent des problèmes profonds lors d'événements d'intégration ou de tournois sportifs inter-IEP. Ce phénomène est malheureusement une réalité qui dépasse largement les IEP. Les nombreux événements festifs et sportifs des écoles de commerce et d'ingénieurs sont également le théâtre de nombreuses violences sexistes et sexuelles, sur lesquelles règne encore un trop grand silence. Les universités sont aussi concernées de très près.

Cette nouvelle vague de témoignages, inscrite dans le contexte déjà pesant de l'Affaire Mion-Duhamel, révélatrice de l'omerta sur les violences sexuelles, appelle ainsi à des réformes urgentes dans nos établissements.

Les établissements universitaires doivent agir pour lutter contre les violences en leur sein !

L'UNEF dénonce, tout d'abord, l'absence d'obligation de mettre en place des dispositifs de lutte contre le harcèlement et les violences dans les établissements. Ainsi, les dispositifs pour faire remonter les violences, aider les victimes et punir les auteurs demeurent largement insuffisants lorsqu'ils ne sont pas inexistantes. En effet, 45% des universités ne disposent pas de cellules de veille et d'écoute et beaucoup sont créées sans réels moyens¹.

Ensuite, il est prioritaire d'avoir un contrôle plus grand des événements d'intégration et des compétitions sportives, souvent propices à des agressions sexuelles, des comportements sexistes et des humiliations. Malgré leur interdiction, les bizutages sont toujours d'actualité et associés de manière récurrente à des comportements sexistes. Pourtant, ces week-ends continuent très souvent d'être financés par les établissements.

Par ailleurs, les soirées étudiantes ne sont toujours pas des espaces sûrs. Les chants et blagues sexistes, racistes et Igbti+phobes sont récurrents dans les tournois sportifs et les événements d'intégration.

L'UNEF revendique donc :

- **La formation obligatoire des étudiant·e·s, des enseignant·e·s et des personnel·le·s aux violences sexistes et sexuelles**
- **La mise en place effective et obligatoire dans tous les établissements d'une cellule de veille contre les violences sexistes et sexuelles, indépendante des administrations, facilement accessible et dotée de moyens suffisants pour être efficace**

¹ Enquête de l'UNEF sur les discriminations dans l'Enseignement supérieur, 18 juin 2020.

- La formation obligatoire des associations étudiantes sur les violences sexistes et sexuelles et la prise en charge des victimes afin que des dispositifs impératifs soient mis en place lors de leurs événements (espaces sûrs, personnes de confiance, interdiction des chants sexistes...)
- Un contrôle plus grand des événements d'intégration pour lutter contre les bizutages et les humiliations
- Une réforme des procédures disciplinaires permettant la saisine systématique de la section disciplinaire en cas de violences et la prise de mesures conservatoires pour protéger les victimes (écartant les agresseurs et non les victimes)

Les ministres Frédéric Vidal et Élisabeth Moreno ont réuni ce 10 février les directeur·rice·s des IEP à ce sujet. L'UNEF demande à être reçue également pour faire entendre les positions des étudiant·e·s.

Contact :

Elisabeth ABANDA AYISSI

Attachée de presse de l'UNEF

06.03.55.45.28 / presse@unef.fr